

**Louis GILL**

Économiste, retraité de l'UQÀM

(1983)

# “L'économie allemande : un pseudo-miracle.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

[Page web](#). Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois  
Professeur retraité de l’UQAM

**“L’économie allemande : un pseudo-miracle.”**

Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du 20 juillet 1983 — libre opinion.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l’UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l’économie internationale, l’économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 11 janvier 2005 de diffuser cet article en accès libre à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [gill.louis@uqam.ca](mailto:gill.louis@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 20 mai 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Un grand merci à l'auteur pour avoir accepté avec enthousiasme de réviser le texte numérique de cet article avant diffusion dans Les Classiques des sciences sociales.

Merci beaucoup.

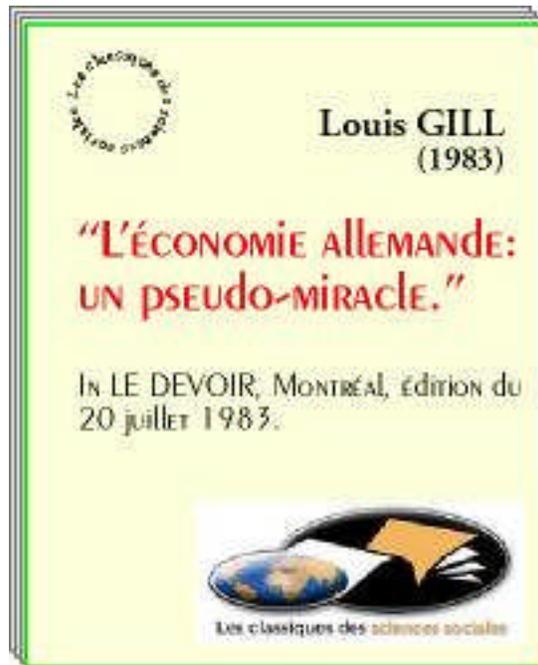
Jean-Marie.

Mercredi, le 19 mai 2015.

Louis Gill

[économiste, retraité de l’UQÀM.]

“L’économie allemande : un pseudo-miracle.”



Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du 20 juillet 1983 — libre opinion.

Louis Gill  
*Professeur au département de sciences économiques  
de l'Université du Québec à Montréal*

**“L’économie allemande : un pseudo-miracle.”**

Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du 20 juillet 1983 — libre opinion.

Pendant les années de l'après-guerre, l'économie allemande reconstruite est apparue comme l'une des plus solides du monde occidental. C'était le « miracle » allemand, que plusieurs ont voulu désigner comme modèle. Récemment, on a vu s'y développer chômage et inflation, blocage et chute de la croissance. L'image de la réussite économique allemande s'est trouvée *de facto* emportée par le raz-de-marée de la récession qui traverse l'économie mondiale de part en part. Mais qu'en était-il exactement de ce « miracle » ? Quels étaient ses fondements véritables ?

**L'après-guerre** — Malgré les coups subis au cours des deux dernières années de la Deuxième Guerre mondiale (soit après la défaite historique de l'armée d'Hitler à Stalingrad en janvier 1943 et le plan d'attaque défini à la conférence de Téhéran en décembre 1943), le potentiel industriel allemand au lendemain de la guerre n'est que relativement peu détruit. En 1949, les destructions et les démontages d'usines ne représentent, selon les diverses évaluations, que de 15% à 25% du potentiel de 1943 qui lui-même s'était accru de 40% depuis 1936 comme résultat de l'économie d'armement et de l'économie de guerre nazies.

Pendant les dernières années de la guerre, à mesure que devient de plus en plus évidente la victoire sur Hitler, l'objectif stratégique des alliés n'est pas tant de détruire ce potentiel industriel qu'ils visent plu-

tôt à démonter par la suite et à utiliser à leur profit dans le cadre de leur plan visant à réduire l'Allemagne à un « champ de pommes de terre » ; il est plutôt d'empêcher le relèvement du prolétariat allemand, d'éviter qu'il ne s'engouffre dans le vide politique créé par l'effondrement de l'État nazi et ne saisisse le pouvoir. C'est le sens du partage des tâches défini à Yalta en février 1945 par Roosevelt, Churchill et Staline. Aux bombardements terroristes dirigés contre la population, succédera l'occupation armée de l'ensemble du territoire, la destruction des conseils ouvriers constitués dans toute l'Allemagne à l'approche de ce que les ouvriers allemands considéraient encore comme l'Armée rouge, c'est-à-dire l'armée soviétique victorieuse à Stalingrad, mais qui en fait n'était que l'armée de la bureaucratie du Kremlin réprimant le mouvement des conseils.

La guerre laissera le pays dans un état de désorganisation économique et sociale totale, la population dans un état de quasi-famine. Dépouillés de leurs syndicats détruits par 12 ans de fascisme, les travailleurs allemands se retrouvent en 1945 sans organisations de défense. De 1945 à 1961, date de l'achèvement du mur de Berlin, 13 millions de réfugiés d'Allemagne de l'Est et d'expulsés viendront grossir puissamment « l'armée de réserve industrielle » de l'Allemagne de l'Ouest, exerçant une énorme pression à la baisse sur les salaires et contribuant à diminuer la capacité de résistance de la force de travail face à un patronat et à un État déterminés à imposer des conditions de surexploitation.

Telles sont en gros les conditions particulières de l'après-guerre qui ont permis la naissance du « miracle » allemand : une relance économique sur la base de la surexploitation du prolétariat allemand dans un contexte où l'alliance entre l'impérialisme et la bureaucratie a permis la division artificielle de l'Allemagne en deux parties et la reconstruction de l'État bourgeois allemand à l'ouest. En 1955, la durée moyenne de la semaine de travail du travailleur allemand est de 50 heures, soit huit heures de plus que pour le travailleur américain. Le niveau des salaires de 1938 n'est de nouveau atteint qu'en 1956 et jusqu'à cette date, il est inférieur au salaire moyen de n'importe quel autre pays d'Europe du Nord.

À sa création en 1948, la RFA décrète une brutale réforme monétaire entraînant une double dévaluation de la monnaie. Elle provoque une ruine de la petite épargne, favorise les détenteurs de biens réels et éponge les dettes de l'État. La limitation consécutive de la consommation des masses permet de dégager les fonds nécessaires à des taux d'investissement élevés. La relance économique de l'Allemagne est enfin, il va sans dire, largement stimulée par les crédits du plan Marshall, l'impérialisme américain ayant rapidement compris l'importance, pour la défense du capitalisme mondial, de la reconstruction de l'économie allemande et de son État.

**Le chômage « réel »** — Ces conditions extrêmement favorables de départ vont se maintenir sous des formes modifiées au cours des années 60, même si, dès la fin des années 50, le taux de croissance de l'économie allemande commence à diminuer. Après l'achèvement de la construction du mur de Berlin en 1961, une nouvelle source de travailleurs immigrants à bon marché en provenance du sud de l'Europe et d'Afrique du Nord s'avérera fort utile à l'économie allemande jusqu'à ce que celle-ci décide d'interrompre brutalement l'entrée de travailleurs étrangers et de mettre à la porte du pays ces mêmes travailleurs lorsqu'ils seront devenus « de trop » dans les années 70 avec le développement de la crise.

L'expulsion des travailleurs étrangers de RFA à partir du moment où la crise généralisée de l'économie mondiale frappe de plein front l'ensemble des pays capitalistes y compris les « miracles » de l'après-guerre, permettra de préserver artificiellement pour un temps l'image d'économie saine de la RFA. Réduisant le nombre officiel de demandeurs d'emplois, cette expulsion permet au taux de chômage officiel de continuer à rester bas traduisant mal l'état réel de l'économie et reportant simplement à plus tard la hausse du taux officiel de chômage. Le nombre de chômeurs s'élèvera à 1.3 millions en 1981, 300,000 de plus qu'au cœur de la crise de 1975. De 4.8% en 1981, le taux de chômage doublera presque pour passer à 9.1% en 1982. Comme toutes les autres économies, celle de la RFA sera frappée par la stagnation. Malgré d'énormes déficits budgétaires qui s'accumulent d'année en année pour représenter en 1981 un endettement cumulé égal à 30% du PIB (le double de celui de la France), la RFA n'arrive plus, 30 ans après le début du « miracle », à connaître la croissance soutenue et

rapide qui lui a valu d'être désignée comme miracle. Comme les autres économies, sa croissance depuis plusieurs années était stimulée par l'endettement. Elle est rongée par le parasitisme et voit le nombre de ses travailleurs en trop se multiplier. Les conditions exceptionnelles de l'après-guerre, qui ont rendu possible ce « miracle » tendent de plus en plus à s'épuiser. Au centre de ces conditions qui s'épuisent se trouve le « contrat » social qui pendant tout l'après-guerre a en quelque sorte cimenté la société allemande pour le plus grand profit du patronat et de l'accumulation du capital.

**Le contrat social** — En effet, l'un des éléments clé qui ont permis d'asseoir les bases du « miracle » économique allemand est ce que d'aucuns ont appelé le « consensus » social, la « cogestion » au niveau des entreprises (le « Mitbestimmung »), c'est-à-dire la collaboration institutionnalisée entre le patronat et les directions syndicales et la concertation tripartite (patronat — gouvernement — directions syndicales) au niveau de la gestion étatique des conditions de travail. Ce mode de fonctionnement a permis pendant de longues années d'instaurer en RFA la « paix » sociale, d'éliminer presque entièrement le recours à la grève d'autant plus qu'un vote à 75% des voix est nécessaire pour déclencher une grève légale en RFA, alors qu'il suffit de 25% des voix en faveur du retour au travail pour que la grève soit légalement terminée.

Même après une reprise plus fréquente du recours à la grève dans la deuxième moitié de la décennie 1970-80, les jours perdus pour cause de grève ne représentent encore que 0.2% du temps de travail légal en RFA pour la période 1974-78, alors qu'ils représentent 0.6% au Japon, 0.9% en France et 2.4% aux EU, pour la même période.

Avec l'aggravation de la crise et le report de son fardeau sur les épaules des travailleurs (blocage et réduction des salaires réels, mises à pied, etc.) dans le cadre d'une politique concertée, approuvée et défendue par les directions syndicales mais de plus en plus rejetée par les travailleurs, les premiers signes d'une rupture du « consensus » social apparaissent dans la deuxième moitié de la décennie 1970. L'amorce d'une reprise en mains par les, travailleurs eux-mêmes de leurs organisations pour la défense de leurs revendications s'exprime dans la reprise du mouvement gréviste de 1976 à 1980. Ce sont

d'abord les grèves dans l'imprimerie en 1976 et dans les ports en 1978, puis la puissante grève de six semaines des 37,000 ouvriers de la sidérurgie de la Ruhr et de la Westphalie-Rhénanie en 1978-79, première grève dans ce secteur depuis 1928 ; contre les mises à pied et pour préserver leur emploi, ces derniers revendiquent la semaine de 35 heures, revendication qui ne sera finalement pas gagnée mais qui portera de solides coups au patronat, au gouvernement et à la politique de concertation. Les coups portés par le mouvement revendicatif et/gréviste iront par la suite en s'amplifiant. En particulier, face aux tentatives patronales et gouvernementales de bloquer les salaires réels pour plus d'un an, plus d'un million de métallos de quelque 2,000 entreprises participent à des arrêts de travail au début de 1981, par dizaines de milliers chaque jour dans des grèves dites « d'avertissement ». Avec cette mobilisation en marche des travailleurs allemands, ce qui s'écoule c'est un des piliers centraux du miracle économique allemand de l'après-guerre ; ce pilier c'est la surexploitation de la force de travail et la politique collaborationniste qui l'a rendue possible, politique de défense de l'ordre en place, mise en œuvre par les dirigeants ouvriers des syndicats allemands et du Parti social-démocrate.

Fin du texte